

Aussi, l'écart s'agrandit-il entre les pays pauvres et les pays riches, entre les pays sous-développés et les pays industrialisés. Cet écart se trouve également entre les particuliers dans les pays industrialisés, où les citoyens prospères côtoient les miséreux, vivant au jour le jour, en proie à l'insécurité et aux privations et accumulant des dettes incommensurables et impayables.

Ce malaise est général et des plus réel, et nous nous devons, à titre d'hommes politiques et de personnes humaines, de trouver le plus tôt possible des solutions efficaces. Ce n'est pas en appliquant les mesures économiques actuelles que nous parviendrons à corriger les malaises engendrés directement ou indirectement par un système économique déséquilibré.

Je voudrais appeler l'attention des députés sur ce point, sans cependant blâmer qui que ce soit. Depuis le 25 juin 1968, les attitudes du gouvernement aboutissent infailliblement aux mêmes résultats, ce qui ne fait qu'aggraver la situation au lieu de l'améliorer. Jusqu'à présent, le gouvernement n'applique des solutions qu'à des problèmes imaginaires. Le vrai diagnostic des problèmes n'a même pas encore été fait.

On me demandera pourquoi je critique et dénonce le système actuel. C'est que je suis persuadé qu'il entraîne toujours des déficits et endette toujours davantage le pays. Plutôt que de financer la production et la distribution des biens qui répondent aux besoins de la population canadienne, il néglige de remplir son rôle. Au fait, la population exige des réalisations publiques physiquement réalisables, mais qui restent dans le néant parce que le système financier ne les finance pas.

D'autre part, des biens sont offerts à une population qui en a besoin, mais qui est incapable de se les procurer, car le système actuel ne finance pas la consommation.

Nos grands économistes et nos politiciens en action, pris de panique, crient de tous côtés: Produisez plus, consommez moins, exportez plus, et ce après avoir entravé l'action de la production en haussant les taux d'intérêt, en prélevant des taxes exorbitantes et des impôts de toutes sortes sur l'essence et les moyens de transport, ce qui entraîne une hausse des prix sans précédent.

Puis on demande aux manufacturiers de réduire leurs prix et de vendre à l'étranger, ce qui est pure folie. Cela commence dans le système financier et contamine toutes les fonctions de l'économie et de la politique. On ne sait plus distinguer entre la fin et les moyens, on ne reconnaît plus aucune échelle des valeurs et on mêle tout.

Ainsi, plus une industrie produit de biens, tout en réclamant moins de travail, plus elle est parfaite et contribue au progrès. On dénonce toute industrie qui réduit son personnel et produit davantage. On veut imposer à l'industrie une fonction qui ne lui appartient pas et une fin contraire à son bien et au bon sens.

Notre économie est caractérisée par un grand défaut de répartition des revenus selon les besoins essentiels des personnes humaines qui composent notre nation. La production est abondante, mais la répartition des revenus ne se fait pas selon les revenus du travail et du capital investi.

Il est urgent que quelqu'un se penche sur ce sujet, car je me demande où nous allons. Je m'interroge aussi sur ce que feront nos enfants en 1985, si cette situation continue d'exister.

Il est reconnu que nous vivons dans un siècle de progrès qui ne s'est jamais vu auparavant. Le Canada pourrait à lui seul faire vivre presque la moitié de la population du globe, grâce à ses richesses et à sa production. Par conséquent, nous devons reconnaître que la moitié de la population du globe vit dans une pauvreté abjecte, en s'endettant dans le système actuel.

L'intérêt sur la dette, l'an dernier, était de 1 milliard 273 millions. Cette année, elle est de 1 milliard 406 millions. Elle a donc augmenté de 133 millions de dollars.

A propos des allocations familiales, il s'est produit une augmentation considérable en ce qui touche les revenus versés à quelques financiers: cette augmentation est de l'ordre de 614 millions de dollars. Les allocations familiales ont coûté environ 1 million de dollars de plus cette année à cause de l'augmentation de la population, mais elles n'ont jamais été augmentées.

Je mets donc à jour une grande supercherie en disant ce qui se produit vraiment dans les pays civilisés.

Le Canada, actuellement, est certainement plus riche de richesses réelles qu'il y a 50, 75 et même 100 ans. La dette publique du Canada, aujourd'hui, est plus considérable qu'autrefois. C'est pourtant la population du Canada elle-même qui, au fil des ans, a produit l'enrichissement. Pourquoi la tenir endettée alors qu'elle a travaillé?

Quant aux écoles, aux ponts, aux routes, aux aqueducs et aux autres travaux à caractère public, qui les a construits? Ceux qui ont fourni les matériaux, les constructeurs et les manufacturiers qui peuvent s'employer à des travaux publics, parce que d'autres travailleurs produisent des aliments, des vêtements, des chaussures et fournissent des services aux constructeurs et aux fabricants de matériaux.